

LA REFORME DE LA PROFESSIONNALISATION DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR AU CAMEROUN : ENJEUX, PRATIQUES ET PERSPECTIVES

Martine Aser MAGNE MBOBDA

*Doctorante, Faculté des Sciences de l'Education de l'Université de Yaoundé 1
asermagne237@gmail.com*

Joseph Pascal MBAHA

*Professeur titulaire des Universités. Faculté des Lettres et Sciences Humaines de
l'Université de Douala*

Résumé

Face aux problématiques du chômage des diplômés de l'enseignement supérieur, du sous-emploi, de l'inopérationalité du capital humain en général, l'inadéquation formation-emploi est majoritairement pointée du doigt. Comme d'autres politiques éducatives, la réforme de la professionnalisation a été mise en œuvre en réponse à ces préoccupations, pour créer de l'ordre dans ce sous système social (De Maillard J., Kübler D., 2015). A mi-chemin de son parcours, le programme n'arrive pas à tenir toutes ses promesses, satisfaire les attentes initiales. Cette étude pose de ce fait, le problème de la pertinence de la réforme de la professionnalisation pour résoudre les questions globales d'efficacité externe du système d'enseignement supérieur camerounais. Utilisant une approche qualitative, l'étude fait un diagnostic de la réforme tout en examinant la pertinence théorique et opérationnelle. Elle fait recours à une recherche documentaire, un entretien auprès de 20 étudiants issus des formations professionnelles universitaires des universités de Yaoundé 1 et Douala, filière géographie et un entretien avec un expert de l'observatoire des métiers des diplômés de l'enseignement supérieur (OMDES). L'analyse des données recueillies révèle que, les formations professionnelles universitaires fruit de la réforme de la professionnalisation sont certes ouvertes mais pas accessibles à tous du fait de leur coût. Sur le plan méthodologique et pédagogique, les formations sont professionnelles mais présentent d'énormes lacunes et manquements. Enfin, la réforme repose sur une approche rationaliste de la planification dont la principale limitation est d'être fermée aux ajustements continus tel que le propose l'approche incrémentale et l'approche spiralaire, beaucoup plus adaptée.

Mots clés : *réforme, professionnalisation, enseignement supérieur, efficacité externe, approche incrémentale.*

Abstract

Facing the problems of unemployment among higher education graduates, underemployment, and inoperability of human capital in general, training-employment mismatch is mostly pointed out. Like other educational policies, the reform of professionalization was implemented in response to these concerns, to create order in this social subsystem (De Maillard J., Kübler D., 2015) Halfway through its journey, the program doesn't manage to keep all its promises, to meet the initial expectations. This study therefore raises the problem of the relevance of the reform of professionalization to solve the global questions of

external efficiency of the Cameroonian higher education system. Using a qualitative approach, the study makes a diagnosis of the reform while examining its theoretical and operational relevance. It uses a documentary research, an interview with 20 students from the university vocational training of the universities of Yaoundé 1 and Douala, geography an interview with an expert from the observatory of jobs for higher education graduates. The analysis of the data collected reveals that the university vocational training resulting from the reform of professionalization is certainly open but not accessible to all because it is expensive. Methodologically and pedagogically, the training is professional but has enormous shortcomings. Finally, the reform is based on a rationalist approach of planning, the main limitation of which is to be closed to continuous adjustments as proposed by the incremental approach and the spiral approach, which are much more adapted.

Keywords : *reform, professionalization, higher education, external efficiency, incremental approach*

Introduction

L'opérationnalisation de la réforme de la professionnalisation dans l'enseignement supérieur camerounais et particulièrement dans les établissements facultaires de type classique, participe de la volonté de transformer et d'améliorer l'efficacité externe des universités publiques au Cameroun. Elle est de ce fait à la fois une intention, une théorie de l'action, et un processus de conduite de changement dans le système éducatif en général, et dans les processus d'enseignement-apprentissage en particulier. Elle implique un ensemble de transformations qui sont mises en place pour que l'établissement ajuste ses contenus, ses pratiques et ses parcours de formation à la préparation de professionnels. Aussi, elle modifie et redéfinit les finalités des formations et de l'enseignement. Parmi ces finalités, on peut relever la définition et l'acquisition de compétences professionnelles reconnues par des groupes professionnels, et l'assurance de l'insertion professionnelle réussie des produits du système (Hutmacher, 2001). Autrement dit, l'objectif assigné aux facultés classiques dans le cadre de ce programme est de « professionnaliser davantage les enseignements dans toutes les filières avec en perspective, une amélioration substantielle de l'employabilité des étudiants et à sa suite, une mutation radicale de son image aux yeux de la société qui considère encore les établissements facultaires comme des « usines de fabrication massive de chômeurs » (République du Cameroun, Projet de performance des administrations, 2016 :133). Dans ce sillage, les établissements facultaires classiques, dorénavant arrimés au système LMD qui dote en conséquence les diplômés d'une importante visibilité, ont une occasion idoine de participer effectivement à la réalisation de cet

objectif stratégique, en renforçant et modernisant les formations théoriques, centrées sur les disciplines, pour davantage promouvoir des formations professionnelles qui correspondent mieux aux besoins du système économique. Car rappelons-le, les étudiants des établissements facultaires classiques constitue 82,6% de l'effectif total des apprenants de l'enseignement supérieur au Cameroun. Ils sont principalement formés dans les filières généralistes liées aux sciences humaines et sociales (20%), au droit (24%), aux sciences économiques et de gestion (26%), aux sciences (22%) et très faiblement dans le domaine des technosciences (5%), 2% dans le domaine de la santé et 1% dans les sciences de l'éducation (Banque Mondiale, 2012).

À la question de savoir pourquoi professionnaliser l'enseignement supérieur, Agulhon (2007 : 25) souligne que, « l'université de masse doit préparer les jeunes à la vie active ». La professionnalisation vient ainsi répondre à la demande économique et aux exigences des étudiants, qui souhaitent optimiser leurs investissements. Autrement dit, professionnaliser les formations universitaires participerait à redorer la visibilité de cet ordre d'enseignement et à permettre aux apprenants d'obtenir un retour sur investissement comme le garanti la théorie du capital humain. Pour également répondre à la démographisation croissante de l'enseignement supérieur, les politiques optent avec conviction pour la professionnalisation.

L'offre de formation universitaire a ainsi considérablement muté ces dernières années par la mise sur pieds de nouveaux programmes, mais aussi par la modification des programmes pour mieux répondre aux demandes et aux besoins du marché du travail. En occident, plusieurs recherches ont porté sur la construction de l'offre de formation universitaire et sur le développement, à divers moments, des programmes de formation professionnelle comme les licences professionnelles, les masters professionnels et les DESS. Cependant, d'un pays à un autre la professionnalisation revêt diverses formes et pour d'autres auteurs, la volonté de professionnaliser l'enseignement supérieur participe plutôt d'un virage vers l'utilitarisme et d'un mouvement de transformation profonde des universités. Celle-ci se concrétise par la soumission des systèmes de formation aux sollicitations des systèmes de production, et donc par l'instrumentalisation, la privatisation et la marchandisation de l'université qui est de fait confrontée à de nouvelles exigences à satisfaire: performance, rentabilité qualité, compétitivité, productivité, etc.

(Algulhon et coll., 2012 ; Papi & Comte, 2010 ; Montlibert, 2004 ; Laval, 2003 ; Collectif Abélard, 2003 ; ARESER, 1997 cités par Galdemar et *al*, 2012). Ces travaux ont en général abordé les conditions de développement et de mise en œuvre de la professionnalisation dans des contextes économiques relativement stables et dans une optique d'amélioration continue des prestations de formation. Cette étude s'intéresse à la professionnalisation des études universitaires au Cameroun en tant qu'une réforme éducative, qui constitue un changement paradigmatique profond sur l'articulation entre la formation et l'emploi. Pour ce faire, nous examinerons comment ce processus est construit (d'un point de vue théorique), intégré et les limitations qui s'y attachent.

Problématique

De 2007 à 2014, on a assisté au décollage à plusieurs niveaux et de différentes façons (LMD), de la professionnalisation de l'enseignement supérieur au Cameroun. En effet, entre l'importante massification que connaît cet ordre d'enseignement comme rappelé précédemment, la rémanente question de l'employabilité des produits du système et la problématique du chômage des diplômés, l'exigence croissante de la qualité, l'injonction à la diversification et à l'internationalisation, les difficultés de financement, etc. le programme de professionnalisation des établissements facultaires classiques est l'une des démarches les plus récentes entreprises dans l'optique d'améliorer qualitativement l'enseignement supérieur. Cependant, on sait que, la professionnalisation est par essence incompatible avec les grands effectifs (Brès, 2010). Elle nécessite aussi un ensemble de commodités logistiques onéreuses ce qui s'avère paradoxal avec le régime financier actuel de l'Etat, qui exige l'efficacité, impose la compression des budgets, qui fonctionne sous le principe d'autolimitation pragmatique (« l'état ne peut pas tout faire » (Dubois, 201)).

On sait également que la professionnalisation est une sorte de trait d'union entre le système éducatif et le système productif, de ce fait, son déploiement mais plus encore son efficacité est fonction des capacités du système productif à accompagner les enseignements et apprentissages et à absorber les ressources produites. Cependant, on observe qu'au Cameroun, le système économique est principalement informel dans la

mesure où il occupe officiellement près de 90% de la population active du pays. Et selon certaines estimations, il (le secteur informel) contribue pour 20 à 30% à la formation du PIB du Cameroun. L'Institut National de la Statistique (INS) estime également que la productivité horaire du travail dans le secteur informel est de 463 francs CFA. Il est donc constitué d'activités de survie. D'un point de vue social, c'est un secteur qui entretient la pauvreté du fait des très faibles niveaux de rémunération des emplois proposés qui, par ailleurs, sont précaires. Économiquement, le secteur informel représente pour l'État un manque important à gagner en impôts et en taxes. De nombreux pans de l'économie se retrouvent ainsi défiscalisés, réduisant l'assiette fiscale (GICAM, 2020). Un ensemble de réalités qui hypothèque d'office le rôle du système économique dans l'implémentation de la réforme de la professionnalisation. Un rôle qui se déclinerait notamment en : la mise en œuvre des stages, de la formation en alternance, la mise à dispositions d'experts qui constituent des exigences fondamentales de la professionnalisation. En conséquence, le problème que cette étude pose est celui de la pertinence de la réforme de la professionnalisation des établissements facultaires classiques au Cameroun. La réforme telle qu'implémentée est-elle suffisamment adaptée et intégrée au contexte camerounais pour apporter les résultats escomptés ?

1- L'état des lieux de la réforme

1.1 De la mise en œuvre de la réforme

Le vaste programme de réforme des finances publiques consacré par la loi N°2007/006 du 26 décembre 2007 portant régime financier de l'Etat initié en 2008 trouve son application intégrale dès le 1^{er} janvier 2013. L'objectif de ce changement paradigmatique dans la gestion des finances publiques institue la transition d'une logique des moyens à une logique de gestion axée sur les résultats (GAR). Cette logique instruit aux gestionnaires une mise en œuvre plus performante, efficace et efficiente des politiques publiques au moyen d'outils tel que le budget programme dont le programme en est la clé. Le programme structure les actions et les objectifs à réaliser sur le plan social, économique, culturel, garantissant le développement du pays. Il vise à améliorer l'allocation des ressources et la qualité des dépenses pour mieux répondre aux attentes des populations (Direction Générale du Budget, 2010). Les attentes des

populations sont formulées et référencées dans les programmes « qui constituent un ensemble d'actions à mettre en œuvre au sein d'une administration pour la réalisation d'un objectif déterminé de politique publique dans le cadre d'une fonction. » (*Ibid.* :08). On distingue deux types de programmes notamment les programmes opérationnels visant la production de biens et services (exemple : Le Programme N°242 : Modernisation et professionnalisation des établissements facultaires classiques) ; et les programmes supports qui assurent le pilotage et l'administration de ministère, de l'institution (le Programme N°244 : Gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur Enseignement Supérieur).

Pour en revenir aux politiques éducatives, elles peuvent se définir comme « des programmes d'actions gouvernementaux, informés par des valeurs et des idées, s'adressant à des publics scolaires et mis en œuvre par l'administration et les professionnels de l'éducation » (Von Zanten, 2017 cité par Pons, 2020 : 34). Parmi ces politiques, certaines constituent des réformes, c'est-à-dire « des décisions politiques intentionnelles, planifiées, prises par une autorité formelle, destiné à changer durablement la totalité ou une dimension importante du processus éducatif, en fonction d'une certaine conception de l'avenir. » (Barosso, 2017 cité par Pons : 34-35). Cependant, il est important de préciser que toutes les politiques publiques ne sont pas des réformes mais toutes les réformes impliquent des programmes d'actions gouvernementaux supposés la mettre en œuvre.

La réforme de la professionnalisation a pour stratégie de développer la professionnalisation des études supérieures en vue de créditer chaque étudiant d'un emploi comme mentionner dans le document de référence. Concrètement il est question de revisiter l'offre de formation, notamment les filières en vue de leur arrimage au système LMD. Ceci implique la modernisation de l'enseignement facultaire via la réfection des programmes d'enseignement et le renforcement des équipements et infrastructures des établissements facultaires classiques. (République du Cameroun, Projet de performance des administrations, 2015).

Depuis 2014, la mise en œuvre du programme de professionnalisation au sein de l'Enseignement Supérieur Camerounais s'articule autour de cinq actions spécifiques à savoir: le renforcement des équipements et des infrastructures facultaires ; la promotion de l'usage des TIC dans les activités académiques et de recherche ; l'opérationnalisation de la

professionnalisation des enseignements dans les établissements facultaires classiques ; le développement des œuvres et de l'orientation universitaire ; la diversification de l'offre de formation et des formes alternatives d'enseignement. Relevons que ces actions bénéficient d'une allocation budgétaire régulière.

Le support global qui soutend la planification de cette réforme est l'approche rationaliste qui procède par une préparation rationnelle des actions futures à menées tel que matérialisé dans le référentiel. L'opérationnalisation de cette intention institutionnelle peut s'observer au travers de la disponibilité d'une offre de formation professionnelle universitaire au sein des établissements facultaires classiques du Cameroun de niveau Master et Doctorat. A l'instar d'un Master professionnel en Géographie dans les universités de Yaoundé1, Douala, Dschang et Buea (MINESUP, 2022). En plus de la mise sur pieds d'organes tel que l'Observatoire des Métiers de l'Enseignement Supérieur (OMDES) visant à orienter et accompagner l'insertion des diplômés, ces différentes variables attestent de l'effectivité de la réforme.

1.2 De la pertinence de la réforme

Evaluer une politique, un programme, ou encore un dispositif, une réforme, est avant tout un mode de questionnement, une démarche d'analyse visant à en apprécier la valeur au regard de certains critères comme la pertinence, l'efficacité et l'efficience. Cette démarche s'articule à expliciter, sous ses différentes déclinaisons, la valeur ajoutée d'une intervention, dans le but de fournir des connaissances pour aider à la décision et éclairer le débat public dans le cadre de l'analyse de l'action publique. Parler de la pertinence de la réforme de la professionnalisation revient à examiner si les objectifs de son intervention recouvrent suffisamment les dimensions du problème qu'elle est supposée régler notamment l'adéquation formation-emploi, le sous-emploi, le chômage des diplômés, la massification, résumés sous le vocable efficacité externe du système d'enseignement.

1.2.1 La pertinence théorique

La pertinence désigne ainsi, le caractère de ce qui est parfaitement approprié ; l'adéquation entre une réalité et son contexte. Elle peut se décliner sous deux formes à savoir la pertinence théorique, philosophique

ou conceptuelle et la pertinence opérationnelle ou contextuelle (Cros, et *al.*, 2009).

D'un point de vue philosophique, la réforme de la professionnalisation de l'Enseignement Supérieur telle que conçue à l'origine repose sur la volonté de mieux adapter l'offre de formation aux besoins économiques. Comme le dit Fabienne Maillard (2009) reprise par C. Hugrée (2013 :241), la professionnalisation ne constituerait aucunement « un aménagement de l'offre des diplômes » mais au contraire elle désigne une véritable « restructuration du système d'enseignement en rupture avec le modèle universitaire classique ». L'étude menée par Agulhon (2007) sur la professionnalisation en tant que probable réponse à la demande sociale, montre que les enseignants par exemples avalisent et promeuvent la professionnalisation pour trois raisons : elle met en relation les contenus théoriques et professionnels, elle s'adapte aux évolutions technologiques, elle identifie les emplois et leurs articulations avec les formations. Les responsables des formations doivent conséquemment rechercher des créneaux porteurs d'emploi dans leur environnement économique pour l'opérationnaliser. Autrement dit, la volonté de professionnaliser l'université réside dans le fait que celle-ci s'adapte mieux aux évolutions technologiques, insère les jeunes et satisfait leurs attentes socioprofessionnelles.

Au niveau institutionnel camerounais, on estime que pour permettre un passage progressif des étudiants des établissements facultaires classiques vers l'emploi et accroître leur employabilité, il faut moderniser et professionnaliser les études qui à la base souffriraient d'une professionnalisation marginale. Concrètement, « le système d'enseignement supérieur se fixe pour ambition de développer la professionnalisation de l'enseignement en vue de créditer chaque étudiant d'un emploi » (République du Cameroun, Projet de performance des administrations, 2016 :32). D'un point de vue théorique, et dans les représentations des décideurs, la réforme de la professionnalisation semble être une panacée, elle relève d'une conviction profonde.

1.2.2 La pertinence opérationnelle

Pour V. Galdemar et *al.* (2012), l'effet des « bonnes » politiques c'est-à-dire celles qui proposent des solutions adaptées aux problèmes que rencontrent les citoyens peut être minimisé voir anéanti par une mise en œuvre inefficace, tandis que de « mauvaises » politiques peuvent être

appliquées avec efficacité. Ce qui nous permet de questionner la pertinence opérationnelle de la réforme de la professionnalisation. Autrement dit, examiner la mise en œuvre, la contextualisation, l'adéquation entre la pratique de la professionnalisation et les besoins du système économique en général et ceux des apprenants en particulier.

S'agissant de valeur intrinsèque des formations, Tremblay et *al.*(2014) soulignent que, la pertinence socioéconomique des formations professionnelles universitaires concerne en réalité la définition claire des référentiels de formation en adéquation avec les besoins en qualifications des bassins de recrutement ou encore, elle est capitalisée lorsque ces filières sont créées et homologuées principalement dans des secteurs porteurs de l'économie. Cette pertinence suppose l'arrimage global du processus de professionnalisation avec les orientations de la Stratégie Nationale de Développement et particulièrement, l'alignement de la création des filières professionnelles avec les secteurs qui ont été désignés comme piliers de la croissance de l'économie Camerounaise.

De ce point de vue, la SND 30 stipule que pour atteindre le cap de l'émergence à l'horizon 2035 et de faire du Cameroun un Nouveau Pays Industrialisé, les piliers stratégiques sont la transformation structurelle de l'économie, le développement du capital humain et du bien-être, la promotion de l'emploi et l'insertion économique et enfin la gouvernance, décentralisation et gestion stratégique de l'Etat.

Loin de prétendre redévelopper la stratégie, nous nous intéressons principalement au pilier qui porte sur la transformation structurelle de l'économie. Il désigne un mouvement vers le développement de la production agricole, d'industries, de services et d'infrastructures productives, etc. Le Groupement des patrons du Cameroun (GICAM) renchérit et soutient cet avis en précisant que les secteurs clés sur lesquels il faut s'appesantir sont l'agriculture, l'énergie et les transports. Ce sont des secteurs susceptibles de faire qualitativement progresser l'économie. L'on s'attendrait de ce fait que, dans une logique d'harmonisation des efforts, on constate une effervescence de la professionnalisation des formations dans ces domaines en particulier. Ce qui garantirait à la fois l'efficacité externe du système de formation et le développement qualitatif de l'économie, puisque, le capital humain reste et demeure au cœur de tout processus de développement.

L'offre de formation professionnelle universitaire est disponible toutefois, les filières offertes ne sont pas forcément celles qui ont un

grand impact sur un système productif suivant une perspective industrielle. On relève un développement important des formations professionnelles du secteur tertiaire (commerce et services) au détriment des formations de type technologique susceptible d'intéresser les milieux industriels.

De plus et au-delà de la disponibilité de l'offre de formation, on peut également s'intéresser aux modalités d'accès aux formations professionnelles issues du processus de professionnalisation. A l'université de Yaoundé 1 par exemple, l'inscription se fait sur étude de dossiers. Les effectifs sont compris entre 18 et 90 étudiants. Comparés aux frais exigibles des établissements facultaires classiques (50 000fcfa) et les effectifs (100 et 6000), on se rend vite compte que les formations professionnalisées ne sont pas accessibles à tous du fait de l'importance des frais de scolarité dont la charge est exclusivement celle des apprenants ou de leurs parents. Aucune subvention (de la part de l'Etat ou des partenaires privés) n'est observée dans le sens de soutenir cette charge. Car l'intervention des partenaires privés n'est pas encore au point dans notre contexte dans le sens du financement des formations via le système de bourse qu'ils accorderaient aux apprenants. Pas sans retour sur investissement il en va de soi. Ainsi, ils interviendraient à tous les niveaux de la formation de leurs futures ressources humaines et veilleraient à la qualité du processus d'enseignement-apprentissage. La pertinence opérationnelle de cette réforme semble n'être pas suffisamment garantie en raison de ces paramètres non intégrés.

2- Effets et changements produits par la réforme de la professionnalisation

2.1. Les avancées

Les politiques publiques sont principalement interventionnistes et porteuses de changement. De même, l'enjeu des réformes éducatives est de satisfaire les attentes et conduire le changement. Il est attendu d'un système réformé une meilleure performance dont la nature doit préalablement être définie. Analyser les avancées de la réforme de la professionnalisation revient à regarder de près ce qui s'est passé où se passe en présence de la politique de professionnalisation. Mieux, ce que la réforme a significativement modifié.

En effet, la densité de l'offre de formation professionnelle universitaire telle que constatée dans le système d'enseignement supérieur universitaire, atteste de la mise en œuvre effective du projet de professionnalisation de la formation. Chaque université dans une certaine démarche autonome, définit un éventail d'offre dont la pertinence partielle ou totale peut se lire à plusieurs niveaux notamment au niveau scientifique, systémique, institutionnel et socioéconomique (Tremblay et *al op.cit*). En effet, la pertinence scientifique renseigne sur l'intérêt que recèlent les programmes de formation sur le plan scientifique et socioculturel, des programmes qui s'inscrivent dans le continuum et le développement de la science. Les programmes professionnels revêtent également une pertinence systémique dans la mesure où adjoints aux programmes facultaires ils enrichissent, diversifient et modernisent l'offre globale de formation. La pertinence institutionnelle renvoie au fait que les formations en question s'articulent bien avec les missions et orientations de l'université : formation, recherche et appui au développement.

Dans le cadre de cette étude, nous nous sommes intéressé de près à l'une de ces filières dans deux universités publiques, notamment le master professionnel en géographie des universités de Yaoundé 1 et Douala. C'est un master ouvert sur deux spécialités : ingénierie de l'urbanisme et aménagement du territoire et ingénierie de l'environnement et développement durable (Université de Douala). Et cartographie, télédétection, système d'information géographique appliqués à la gestion durable du territoire et urbanisme et aménagement du territoire (Université de Yaoundé 1). Notons tout de même que cette offre est également disponible à l'université de Buea, Dschang, Maroua et N'Gaoundéré. La formation est ouverte aux camerounais détenteurs d'une licence dans des domaines variés (licence académique en géographie, informatique, génie civil, etc.). La sélection se fait par étude des dossiers. A l'Université de Yaoundé 1 la promotion est fermée à une sélection de 45 étudiants et à l'université de Douala elle est ouverte. Les frais exigibles s'élèvent à 530 000fr à Douala et 600 000fr à Yaoundé 1. Les cours sont dispensés par des enseignants professionnels, issus des organisations professionnelles telles que l'Institut National de la Cartographie (INC), Hygiène et Salubrité du Cameroun (HYSACAM), Société Africaine de Sel (SASEL), PERENCO, etc. L'avis sur la nature des contenus d'enseignements divise et varie d'une institution à une autre.

Cependant, les étudiants de Yaoundé 1 estiment que « *les cours sont équilibrés entre théorie et pratique* » par contre à Douala, on pense que « *les cours sont théoriques au même titre que les cours des formations classiques, et parfois ils sont émaillés de l'irrégularité des enseignants* ». La formation prend en compte des stages qui durent en moyenne 03mois. Les étudiants cherchent eux même les structures susceptibles de les accueillir, tandis que l'administration de l'école met à leur disposition une lettre de recommandation. Chaque étudiant dispose d'un encadrant académique et d'un professionnel. Quant au mémoire de fin de cycle, des séminaires sont organisés au cours desquels les responsables attribuent à chaque étudiant un directeur selon son thème de recherche.

2.2. Contraintes et limites du déploiement de la réforme de la professionnalisation

Selon Ndoye (2020), on distingue 03types de réformes éducatives. Il s'agit des réformes de type additif ou quantitatif qui visent l'extension ou la généralisation de la scolarisation ; les réformes de type correctif ou adaptatif qui s'intéressent à l'amélioration des résultats de l'apprentissage ; et enfin les réformes du type refondateur ou transformationnel qui accompagnent la construction d'un nouveau projet de société. Ces réformes cherchent à capitaliser selon chacune sa spécificité soit la réussite scolaire (efficacité interne), soit la réussite éducative (efficacité externe). Bien qu'il soit avéré qu'atteindre la réussite éducative qui se veut qualitative est plus difficile que la réussite scolaire, il faut tout de même relever que les processus d'implémentation rencontrent couramment de nombreuses limitations et contraintes.

La réforme de la professionnalisation est du type correctif adaptatif. Sa spécificité est de questionner le système en place et d'en corriger les imperfections et également de l'accommoder aux évolutions scientifiques, technologiques et éducatives actuelles. Ce type de mouvement se satisfait d'ajustements vers la recherche de plus de qualité dans le système éducatif. Les formations professionnelles construites avec les référentiels des milieux professionnels, doivent se prémunir de plateaux techniques adéquats pour accompagner les processus d'enseignement-apprentissage. Or, notre enquête renseigne d'un défaut de disponibilité d'équipements tels que les cartes, les logiciels, la couverture réseau. En effet, les étudiants décriaient déjà l'absence de connexion internet dans les salles de cours pour les TP et autres. Le

caractère onéreux et rare des logiciels spécialisés à leur domaine. A l'université de Douala, on remarque l'insuffisance des salles de cours, les leçons sont parfois dispensées dans des bureaux, des « *salles de cours insalubres pour des filières professionnelles* ». Le recours aux TIC se limitent en général à l'utilisation de vidéoprojecteurs. Ce qui est clairement préjudiciable pour la qualité de la formation au vu l'important rôle que jouent les technologies au quotidien et leur capital apport révélé en temps de crise comme celle de la Covid 19. En effet, les recours au TIC en formation et en formation professionnelle en l'occurrence garantit la facilitation et la modernisation des processus d'enseignement-apprentissage ; constitue une alternative au traitement des gros effectifs et des exigences de l'enseignement en présentiel. L'usage des TIC constitue également une vitrine et un moyen d'attraction et de développement de l'institution universitaire en général.

Sur le plan méthodologique, l'équilibre entre formation théorique et formation pratique varie d'une institution à une autre. Les étudiants souhaiteraient que « *la formation soit un peu plus pratique, qu'on nous fasse des descentes de terrain, des visite d'entreprise... des cas pratiques parce qu'on fait tout théorique seulement. Que l'université signe des partenariats avec les entreprises pour faciliter aux étudiants les stages.* » De plus, la formation en alternance qui est une exigence méthodologique des formations professionnelles est encore une utopie dans notre biotope. On pourrait penser que ce mode de formation est hors de portée, beaucoup trop couteux et complexe à implémenter, or ce qui relèverait d'appréhensions infondées. La formation en alternance est une démarche actuelle qu'il faille explorer dans notre contexte pour à la fois dynamiser le tissu économique et ajouter de la valeur aux formations universitaires. Créer un consensus probant entre les deux systèmes pour revitaliser par l'alternance en formation, les formations de type court et de niveau spécialisé. Puisque, concernant la situation de l'emploi des diplômés de l'enseignement supérieur l'OMDES estime que « *l'insertion étant une pyramide, les postes les plus offerts sont ceux de la base, les postes d'ouvrier ou d'agents d'exécution. Les postes de cadres qui correspondent mieux aux filières ou aux formations de type supérieur sont très peu offertes, très peu disponibles.* ». L'urgence d'une meilleure synchronisation enseignement théorique-enseignement pratique est signalée puisque, « *deux tendances sont fortement observées : précarité et inadéquation. Car comme je l'expliquais, c'est aussi une réalité du tissu économique*

au-delà de l'aspect formation. Quand vous questionnez le parcours, ils vous disent qu'ils sont butés à la fameuse question qu'est-ce que tu sais faire ? »

Par ailleurs, du point de vue de la planification de l'éducation, on constate que la réforme de la professionnalisation des études supérieures est bâtie sur le modèle rationaliste, celle qui induit une préparation rationnelle des actions futures à mener (le renforcement des équipements et des infrastructures facultaires ; la promotion de l'usage des TIC dans les activités académiques et de recherche ; l'opérationnalisation de la professionnalisation des enseignements dans les établissements facultaires classiques ; le développement des œuvres et de l'orientation universitaires ; la diversification de l'offre de formation et des formes alternatives d'enseignement). Les limites de cette approche résident dans le fait que la rationalité parfaite qu'elle semble projeter est compromise par les fluctuations de l'environnement et d'autres incertitudes inévitables. Cette rationalité a priori parfaite ou substantive devient de fait limitée au sens de H. Simon (1976). De ce fait, on peut se demander si la réforme de la professionnalisation peut réellement tenir ses promesses ? est-ce que les formations professionnelles universitaires arrivent à réellement toucher leurs cibles ? le slogan, l'image « un étudiant un emploi » est-il concrètement capitalisable. Ou encore si l'accès aux formations professionnelles universitaires est équitable pour les autres camerounais, elle dont le coût est en général compris entre 300 et 1 100 000 Fr par an.

3. Pour une réforme plus efficiente

3.1. Agir sur le support théorique de la réforme

Comme nous l'avons relevé précédemment, la réforme de la professionnalisation telle qu'implémentée au Cameroun est construite sur une approche rationaliste de la planification. Réalité complexe, la planification stratégique ou rationnelle est considérée comme un oxymore (A. Marchais-Roubelat, 2016) dont les 03 grandes « erreurs » selon H. Mintzberg (1994) sont la prédétermination, le détachement, la formalisation. La prédétermination fonde la planification sur l'option « prédire et préparer » du processus à venir. Le détachement quant à lui sépare le processus de décision conduisant au modèle abstrait du plan de son exécution postérieure. La formalisation est la démarche de réduction

analytique qui subdivise un processus en étapes spécifiées, composées de procédures formalisées.

Cette approche a été longtemps critiquée et dépassée, car les experts estiment qu'un tel modèle est irréaliste. Dans la mesure où les agents n'ont ni les capacités cognitives, ni les informations, ni même le temps suffisant pour prendre la décision optimale. Pour ce qui est des réformes qualitatives et correctives comme celle de la professionnalisation, difficilement capitalisable, il vaut mieux « se tourner vers des procédures qui permettent d'élaborer des réponses « assez bonnes » aux questions dont les réponses « idéales » ne peuvent être trouvées. » (H.A. Simon cité par Ferrière, 2011: 38). Les réponses assez bonnes sont dites satisfaisantes. Pour lui, il faut étudier la procédure que l'acteur met en œuvre plutôt que d'analyser uniquement le résultat. Aussi, il montre que dans le monde réel, celui des affaires, des politiques publiques ou de la recherche opérationnelle, on décide de manière satisfaisante et suffisante en utilisant des repères et des heuristiques (H. Simon, 1955, 1978, cité par Laurène Tran, 2018). C'est ce qu'il nomme rationalité procédurale. De ce point de vue, on revient au sens le plus modeste du mot réforme en l'occurrence de manière à ne plus en attendre un bouleversement, renversement, une rupture. Il est question de la « concevoir et de la conduire en tant que processus continu et progressif d'amélioration de la performance d'un système éducatif. Certains parlent de réformisme permanent » (Ndoye *ibid.*). Cette approche de planification pas à pas, incrémentale et procédurale doit être en même temps intersectorielle (recherche d'un impact collectif), systémique, centrale ; décentralisée pour constituer le développement spiralaire. Un vent nouveau qui offre un éventail diversifié d'opportunités d'apprentissage, adaptées à la multiplicité des besoins et situations, donc à la demande.

3.2. Agir sur la mesure des résultats

Les résultats désignent la satisfaction d'un objectif préalablement défini. Comme les objectifs, les résultats d'une politique publique ou d'une réforme doivent être pertinents, satisfaisants, observables sur le court, moyen et long terme. L'enjeu des politiques et des réformes est de conduire, de susciter, de créer un changement. La professionnalisation de l'enseignement supérieur cherche à améliorer l'efficacité externe de ce sous système d'enseignement. Un regard synoptique sur le flux d'apprenants qui frappe aux portes des universités d'Etat chaque année,

le niveau du sous-emploi au pays et à la précarité qui s'en dégage, le système économique principalement informel, la limitation des ressources étatiques révèlent que le programme de professionnalisation des établissements facultaires classiques tel qu'implémenté est mis à mal. Ceci parce que la question de l'emploi ne peut être élucidée de façon discordante et avec insularité si on espère des réformes qu'elles portent des fruits pertinents. Car, de même que les causes du chômage, du sous-emploi, proviennent de plusieurs fronts, il est capital que les voies de riposte viennent également de points différents mais qu'elles soient toutes portées par la même stratégie. La réforme n'apportera la transformation radicale que les acteurs espèrent que progressivement, via l'accomplissement de petits objectifs clairement mesurables et atteignables, et non en restant figé sur une vision-objectifs plus politique que réaliste.

Conclusion

La professionnalisation de la formation constitue un enjeu socio-éducatif majeur. Notre démarche était de faire un état des lieux (examen de sa pertinence théorique et opérationnelle) de la réforme telle qu'implémentée au Cameroun. Les entretiens auxquels nous avons eu recours et l'analyse thématique conséquente sur les données recueillies ont révélé que, sur le plan opérationnel : les formations professionnelles universitaires fruit de la réforme de la professionnalisation sont certes ouvertes mais pas accessibles à tous du fait de leur coût. Sur le plan méthodologique et pédagogique, les formations sont professionnelles mais présentent d'énormes lacunes et manquements. Enfin, sur le plan théorique et conceptuel, la réforme repose sur une approche rationaliste de la planification ; les critiques qui lui sont formulées reposent principalement sur le fait qu'elle soit fermée aux ajustements continus, et qu'elle jouisse d'une rationalité faussement parfaite. Ainsi, c'est une professionnalisation progressive, harmonisée et globale des sous-systèmes d'enseignement qui est recommandée. Ce qui nous permet de dire qu'il est nécessaire pour une meilleure efficacité de la réforme, d'adopter une position holistique, une lecture concomitante du système éducatif et du système productif permettant de repérer les dispositifs et paramètres probants. À cet égard, un travail de planification progressive, de définition des objectifs réalisables, de mise à disposition de

commodités suffisantes et up to date, mais aussi de suivi de la mise en œuvre et d'évaluation de ses effets est toujours à faire. Cette démarche doit éviter des approches purement politiques pour revêtir un caractère technique, une lecture spécialisée de l'intégration de la réforme dans les processus d'enseignement-apprentissage comme le suggère l'approche incrémentale et l'approche spiralaire, et sur le long terme elle pourra garantir une insertion professionnelle réussie des apprenants et par ricochet un développement économique satisfaisant.

Références bibliographiques

Aghulon Cathérine (2007), «La professionnalisation à l'université, une réponse à la demande sociale?» *RECHERCHE et FORMATION*, 54, 11-27.

Banque Mondiale (2012), *Cahiers économiques du Cameroun: dynamiser le marché de l'emploi, point sur la situation économique du Cameroun*. «rapport»

Brès Brès (2010), « Le système LMD et les enjeux de la professionnalisation.» <https://www.docplayer.fr/25742852-le-systeme-lmd-et-les-enjeux-de-la-professionnalisation>.

Cros Françoise, De Ketele Jean.-Marie, Dembélé Martial, Develay Michel, Gauthier Roger-François, Ghriess Najoua, Lenoir Yves, Murayi Augustin, Suchaut Bruno, Tehio Valerie, (2009). *Etude sur les réformes curriculaires par l'approche par compétences en Afrique*. Centre international d'études pédagogiques.

De Maillard Jacques, Kübler Daniel, (2015), *Analyser les politiques publiques* (2^e éd.) Presses universitaires de Grenoble

Direction Générale du Budget (2010), *Manuel de préparation du budget programme*, «rapport», MINISTÈRE DES FINANCES.

Dubois Vincent (2009), «L'action publique», *Nouveau manuel de science politique*, Ruitort Philippe (dir.), La Découverte: 311-325

Ferrière Matthieu, (2011), « Les principales critiques de la théorie du choix rationnel » *Idées économiques et sociales*, 165: 37-45.

Galdemar V, Gilles Léopold, Simon Marie-Odile (2012), *Performance, efficacité, efficience: les critères d'évaluation des politiques sociales sont-ils pertinents?* «rapport», CREDOC.

GICAM, (2020), *Le livre blanc de l'économie camerounaise*. «rapport»

Hugrée Cédric, (2013), «Aguhlon Cathérine, Convert Bernard, Gugenheim François et Jakubowski Sébastien. La professionnalisation.

Pour une université utile?»;Maillard Fabienne (dir) Former, certifier, insérer. Effets et paradoxes de l'injonction à la professionnalisation.", *Revue française de pédagogie* 186: 141-146.

Hutmacher Walo, (2001), «L'Université et les enjeux de la professionnalisation». *Politiques d'éducation et de formation:université et professionnalisation* : 27-42.

Marchais-Roubelat Anne, (2016), «La planification stratégique est elle un oxymore? le plan, l'action et l'organisation» *Stratégique*,113 : 105-120.

MINESUP. (2022). *Repertoire de l'offre de formation de l'enseignement supérieur au Cameroun*. «rapport» Cameroun.

Mintzberg Henry, (1994), *Grandeur et décadence de la planification stratégique*. Paris: Dunod.

Ndoye Mamadou, (2020), «Réforme éducatives : attentes et conduite du changement», *Revue internationale d'éducation de Sèvres*, :45-55.

Papi Cathia, Comte Carmen, (2010). «Former en adéquation avec l'évolution socioéconomique: des contraintes nouvelles pour l'université.» France: Université de Picardie Jules Verne.

Pons Xavier, (2020). «Qu'est-ce qu'une réforme éducative réussie? une réflexion sociologique.», *Revue internationale d'éducation de Sèvres*, 83: 33-43.

République du Cameroun, (2014). *Projet de loi de finances pour l'exercice 2014*. «rapport»

République du Cameroun, (2015). *Projet de loi de finances pour l'exercice 2015*. «rapport»

République du Cameroun, (2016). *Projet de loi de finances pour l'exercice 2016*. «rapport»

République du Cameroun, (2017). *Projet de loi de finances pour l'exercice 2017*. «rapport»

République du Cameroun, (2018). *Projet de loi de finances pour l'exercice 2018*. «rapport»

République du Cameroun, (2020), SND30. *Stratégie Nationale de Développement , pour la transformation structurelle et le développement inclusif*.«rapport»

Simon Herbert Alexander, (1976). «From substantive to procedural rationality». *Methods and appraisal in Economics* : 129-148.

Tremblay Emilie, Groleau Ameli, Doray Pierre, (2014). *La professionnalisation des formations universitaires au Québec : analyse de la planification et de l'évaluation de l'offre de formation dans deux établissements montréalais*. CIRST. «rapport»